

Réponses au choc douanier

Comment la Suisse peut renforcer sa compétitivité au cours des 12 prochains mois

Les nouveaux droits de douane américains appliqués aux exportations suisses touchent une part importante de l'économie et affaiblissent la compétitivité internationale. Dans une nouvelle analyse condensée, Avenir Suisse montre comment la Suisse peut réagir à court terme au sein du pays. Les auteurs y présentent quinze mesures concrètes réparties en cinq champs d'action, afin d'alléger les pressions au cours des douze prochains mois.

Début août, le gouvernement américain a imposé un droit de douane de 39 % sur de nombreux produits d'exportation suisses. Cette situation pose deux problèmes. Premièrement, ce taux est l'un des plus élevés et dépasse largement celui appliqué à l'UE, ce qui affaiblit la compétitivité relative. Deuxièmement, à l'exception de l'or, environ 19 % de toutes les exportations suisses de marchandises sont destinées aux Etats-Unis, ce qui signifie qu'une partie importante de l'économie est concernée.

Pour Avenir Suisse, une chose est sûre : l'inaction n'est pas une option. Certes, les négociations de politique extérieure restent essentielles, mais leur issue échappe à l'influence immédiate de la Suisse. En revanche, la politique peut agir sur les conditions-cadres pour les entreprises à l'intérieur de pays.

Des réformes de politique intérieur avec effet immédiat

L'analyse propose 15 mesures, réparties en cinq domaines :

- **Marché du travail** : moderniser la loi sur le travail, stabiliser les coûts salariaux, ne pas rendre le chômage partiel permanent
- **Fiscalité** : uniformiser les taux de TVA, ne pas augmenter la charge fiscale, ne pas (encore) suspendre l'imposition minimale de l'OCDE
- **Régulation** : accélérer les procédures d'autorisation, instaurer une « semaine de nettoyage » au Parlement, ne pas reprendre systématiquement les prescriptions internationales
- **Infrastructures** : garantir la sécurité d'approvisionnement énergétique, accélérer le développement des réseaux numériques, renoncer aux projets de transport motivés par des intérêts de politique régionale
- **Innovation** : introduire des visas pour start-ups, lever les obstacles à l'innovation, ne pas octroyer de subventions sectorielles.

Avenir Suisse met en garde contre des mesures exceptionnelles de politique industrielle. Plutôt que de soutenir certaines branches avec des subventions, il s'agit de renforcer la résilience de l'ensemble de la place économique.

Les propositions misent sur une évolution plutôt que sur une révolution : examiner avec discernement le statu quo, l'améliorer de manière ciblée et ainsi consolider les piliers de l'économie suisse. De cette façon, les entreprises peuvent au moins compter sur un soutien au niveau national dans un environnement géopolitique incertain.

« Réponses au choc douanier », Jürg Müller, Patrick Leisibach, Michele Salvi, Patricia Schafer, Lukas Schmid et Diego Taboada, 8 pages, disponible en ligne (en allemand) à partir du 20.08.2025 sur [avenir-suisse.ch](https://www.avenir-suisse.ch).

Plus d'informations : Diego Taboada, +41 44 445 90 13, diego.taboada@avenir-suisse.ch